

En route vers un brillant avenir :

Entre les possibilités et les défis
d'un changement de génération



Jimmy Jean, vice-président, économiste en chef et stratège

Randall Bartlett, directeur principal de l'économie canadienne

Marc Desormeaux, économiste principal

Kari Norman, spécialiste de la production de documents économiqués

 Desjardins

Sommaire

Les Études économiques de Desjardins ont publié une série d'analyses sur les occasions et les défis économiques s'offrant à la jeunesse canadienne. [La première portait](#) sur le chemin parcouru par les jeunes au moment où ils quittent le nid familial pour poursuivre leurs études et entamer leur carrière. Nous y avons donné suite [avec une étude](#) explorant les difficultés rencontrées par les jeunes adultes lorsqu'ils cherchent à s'enraciner dans leur communauté. La troisième et dernière analyse s'attarde aux circonstances qui définiront cette génération dans les décennies à venir.

Pour commencer sur une note positive, il faut savoir que les jeunes adultes canadiens d'aujourd'hui profiteront d'un transfert inégalé de richesses au cours des prochaines décennies. Certains en estiment la valeur à plus d'un billion de dollars. Dans les faits, ce transfert est déjà commencé, puisque les membres d'une même famille s'unissent déjà afin d'offrir de l'aide financière à leurs enfants, notamment pour les études et la mise de fonds d'une maison. Ce transfert devrait s'accélérer et il ne concerne pas seulement les placements, mais les entreprises également (graphique A).

GRAPHIQUE A

Beaucoup de jeunes seront appelés à prendre la relève de l'entreprise familiale

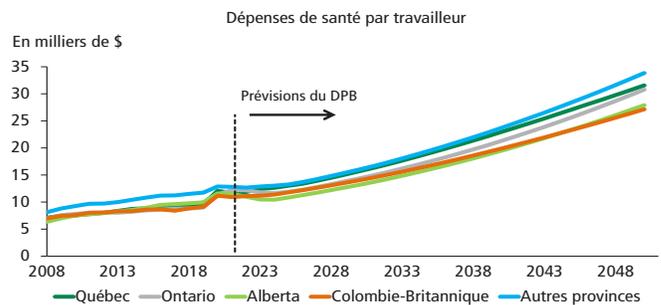


* Héritage, etc.
Sources : Fédération canadienne de l'entreprise indépendante et Desjardins, Études économiques

Il y aura cependant beaucoup de défis à relever pour permettre ce transfert intergénérationnel des richesses. À mesure que vieillissent les baby-boomers, on observera une hausse marquée des coûts associés à la prestation des soins de santé et à l'assistance sociale dont ils bénéficieront. Étant donné que le financement de ces programmes provient directement des recettes fiscales, le fardeau du paiement de ces services incombera de façon disproportionnée aux jeunes adultes d'aujourd'hui (graphique B). La croissance rapide de la population résultant de l'augmentation de l'immigration aidera à compenser ces coûts pour les ménages, mais probablement pas tout à fait, compte tenu de l'ampleur du défi démographique.

GRAPHIQUE B

Les coûts des soins de santé seront de plus en plus supportés par la population active

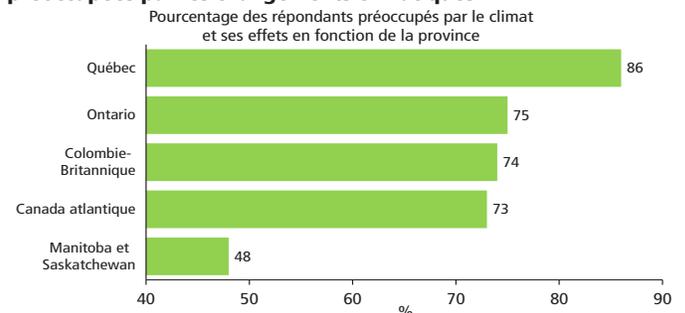


Sources : Directeur parlementaire du budget et Desjardins, Études économiques

Comme si les obstacles démographiques n'étaient pas suffisants, les jeunes Canadiens ressentent beaucoup d'angoisse concernant les conséquences des changements climatiques sur leur avenir (graphique C). Plus que tout autre groupe de Canadiens, ils estiment que les gouvernements n'en font pas assez pour en atténuer les effets à long terme. Les changements climatiques et la transition énergétique comporteront des risques considérables, tant sur le plan matériel qu'en lien avec la transition. Nous connaissons déjà certains de ces risques, mais d'autres n'émergeront qu'au fil du temps. La transition énergétique offrira toutefois aussi de grandes occasions de développements, sous forme de nouveaux investissements dans des secteurs naissants.

GRAPHIQUE C

La Colombie-Britannique et les provinces à l'est des Prairies sont préoccupées par les changements climatiques



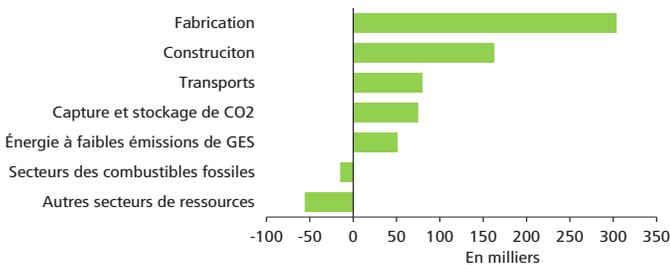
* L'Alberta n'est pas incluse dans les données du sondage.
Sources : S'unir pour changer et Desjardins, Études économiques

Les jeunes d'aujourd'hui sont au premier plan pour ce qui est de la mise au point et de l'utilisation des nouvelles technologies et ils y demeureront. L'intelligence artificielle a particulièrement attiré l'attention dernièrement. Toutefois, des innovations sont aussi observées dans les domaines des communications, des transports, des matériaux avancés et des énergies renouvelables. Étant donné que ces diverses technologies interagissent en se renforçant les unes les autres, nos vies deviendront de plus en plus interconnectées. Pour tirer avantage de cette accélération de l'innovation, le Canada doit s'assurer que les jeunes sont prêts à devenir des chefs de file mondiaux. Il faut donc commencer tôt, notamment en enseignant aux jeunes étudiants des compétences pointues en sciences, en technologies, en ingénierie et en mathématiques (STIM), en établissant un parcours vers les études postsecondaires pour les groupes sous-représentés et en créant un bassin de talents de l'école au travail (graphique D).

Nous avons recensé les possibilités et défis générationnels les plus importants pour les jeunes Canadiens, mais cette liste n'est nullement exhaustive. Comme pour chaque génération, il surviendra de nouvelles circonstances que personne ne peut encore prévoir aujourd'hui. Toutefois, comme l'a montré cette série d'analyses, les jeunes adultes du Canada sont prêts à composer avec ce que leur réserve l'avenir. Ils sont instruits, travailleurs, entrepreneurs et ouverts sur le monde. Au moment où ces jeunes se heurtent à des problèmes d'abordabilité et éprouvent de l'anxiété face à l'avenir, il revient aux générations précédentes de s'efforcer d'alléger ce fardeau. Étant donné l'accélération effrénée des innovations technologiques, il nous faut absolument travailler tous ensemble afin de préparer les jeunes à la réussite pour les prochaines décennies.

GRAPHIQUE D
La transition vers la carboneutralité d'ici 2050 promet de nombreuses possibilités d'emploi

Emploi en 2050 comparativement à 2015 pour un scénario mixte*



* Un scénario mixte combine la décarbonation par une réduction des combustibles fossiles et la capture atmosphérique directe de carbone.
 Sources : Centre des Compétences futures et Desjardins, Études économiques

Table des matières

Sommaire	i
Introduction	1
Transferts intergénérationnels des richesses	1
La richesse au Canada	1
L'éducation est prioritaire	2
Un coup de main pour l'accès à la propriété.....	4
Passer les rênes de l'entreprise familiale	5
Des transferts intergénérationnels de richesse... en sens inverse	5
L'ultime transfert de richesse : l'héritage	6
Vieillesse et immigration, et leurs conséquences.....	7
Le vieillissement de la population exercera une pression sur les jeunes travailleurs.....	7
L'immigration en atténuera toutefois les effets.....	8
Le rythme de la construction doit s'accélérer	8
Changements climatiques et transition énergétique	9
Une jeunesse fort préoccupée par les changements climatiques.....	9
De grands défis et de grandes possibilités	9
Possibilités et défis de la transition énergétique	10
L'adaptation aux changements climatiques	12
Le Canada en fait-il assez pour lutter contre les changements climatiques?.....	12
Changements technologiques : transformer l'avenir.....	13
L'explosion des technologies de communication durant les confinements découlant de la COVID-19.....	13
La transition énergétique alimentera la croissance technologique.....	13
Une transformation imminente des milieux de travail grâce à l'intelligence artificielle	14
Accroître le bassin de talents du Canada	15
Conclusion.....	16

Dans notre première étude sur les circonstances économiques auxquelles font face les jeunes Canadiens, nous avons examiné les réussites et les difficultés associées à la poursuite des études et au lancement d'une carrière. Par la suite, dans notre deuxième analyse, nous avons étudié les défis que doivent relever les jeunes du fait de l'incertitude économique et du manque d'abordabilité, ainsi que les effets de ceux-ci sur leurs choix de vie. Dans cette troisième et dernière étude, nous explorons quelques-uns des grands défis auxquels devront faire face les jeunes d'aujourd'hui au cours des prochaines décennies. Qu'il soit question du vieillissement de leurs parents ou des changements climatiques, certains obstacles d'envergure attendent les jeunes Canadiens. Cela dit, les efforts déployés pour surmonter ces difficultés engendreront aussi de formidables possibilités.

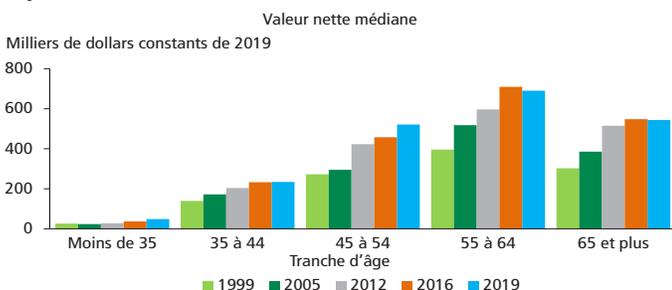
Transferts intergénérationnels des richesses

Dans notre étude précédente, nous avons souligné le rôle que jouent les dons des membres d'une famille pour soutenir la transition vers différentes étapes de la vie. Les jeunes adultes peuvent traverser plusieurs étapes de vie durant lesquelles ils recevront d'importants dons en argent ou prêts de leurs parents ou d'autres proches. Ils reçoivent souvent des dons en argent lors de célébrations telles que l'obtention d'un diplôme, une fête religieuse, un anniversaire, un mariage ou la naissance d'un enfant. Les parents peuvent aussi décider d'aider financièrement un proche ayant perdu son emploi ou devant engager une dépense considérable.

La richesse au Canada

Sans surprise, les jeunes ont amassé moins de richesses que les Canadiens plus âgés. En revanche, les familles de tous les groupes d'âge de 45 ans et plus avaient une valeur nette médiane supérieure à un demi-million de dollars en 2019 (graphique 1). Les Canadiens de 65 ans et plus se trouvent habituellement à l'étape du décaissement; leur valeur nette médiane est donc inférieure à celle des personnes de la décennie précédant la retraite.

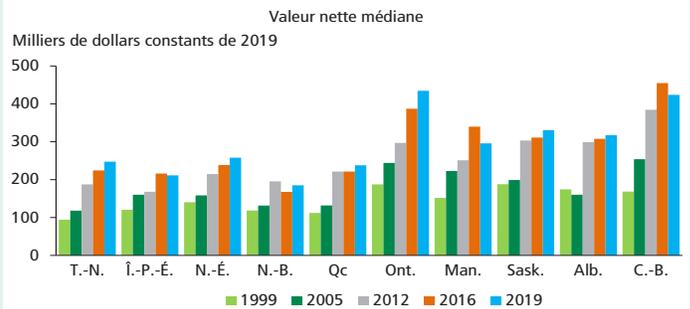
GRAPHIQUE 1
La valeur nette atteint un niveau élevé à 45 ans pour un individu représentatif



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

La richesse s'est considérablement accrue de 1999 à 2019 pour l'ensemble des cohortes d'âges et des provinces (graphique 2). En 2019, cette richesse était plus élevée en Ontario et en Colombie-Britannique, suivies par les provinces des Prairies. Comment expliquer cette accumulation accélérée de richesses en Ontario et en Colombie-Britannique? Vous l'avez deviné : par l'accès à la propriété. L'avoir propre des biens immobiliers nets de toute dette hypothécaire occupe une part de plus en plus importante dans le patrimoine des familles, ayant passé du tiers de la valeur nette en 1999 à un peu plus de 40 % en 2019. Les biens immobiliers sont particulièrement importants en Ontario et en Colombie-Britannique, où ils représentaient respectivement 46 % et 50 % de la richesse médiane des ménages en 2019.

GRAPHIQUE 2
Les Canadiens du Centre et de l'Ouest ont une valeur nette plus élevée



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques



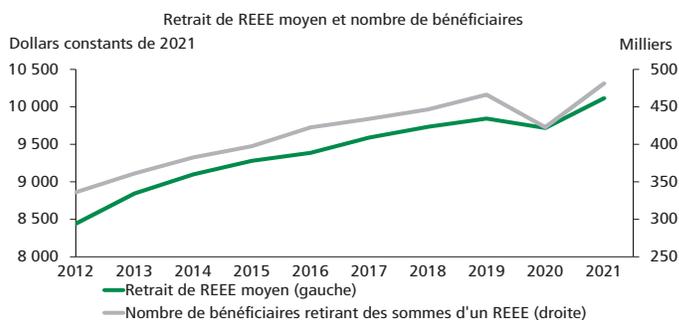


L'éducation est prioritaire

Comme nous l'avons montré dans [notre première étude sur les jeunes](#), l'éducation est hautement prioritaire, puisque 66 % des Canadiens de 25 à 34 ans ont terminé des études supérieures. Ce résultat n'est pas surprenant étant donné le rendement substantiel découlant de l'éducation. Cette étape de vie correspond souvent à la première source de transfert intergénérationnel de richesses, puisque les parents, les grands-parents et d'autres proches aident alors à supporter le coût des études postsecondaires.

Le gouvernement fédéral et certaines provinces offrent aussi des incitatifs financiers en vue d'épargner pour des études postsecondaires au moyen d'un régime enregistré d'épargne-études (REEE). Un REEE est un outil à l'abri de l'impôt qui permet aux parents et à d'autres d'épargner pour payer les frais des futures études postsecondaires d'un enfant. Au cours des dix dernières années, le nombre d'étudiants ayant retiré des fonds d'un compte REEE a augmenté d'environ 336 000 pour atteindre plus de 480 000 ([graphique 3](#)). Non seulement le nombre de jeunes bénéficiant de ce transfert de richesses a augmenté, mais le montant que ceux-ci retirent chaque année est aussi plus élevé, soit de près de 20 % en dollars constants, pour atteindre une moyenne de plus de 10 000 \$.

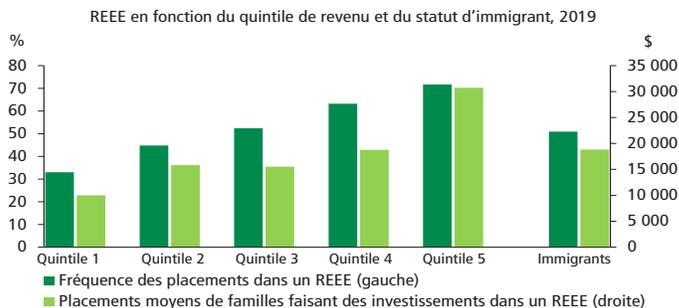
GRAPHIQUE 3
Les retraits de REEE augmentent



L'un des principaux avantages d'un REEE est la [Subvention canadienne pour l'épargne-études](#), grâce à laquelle le gouvernement fédéral paie 20 % de la première tranche de 2 500 \$ des cotisations annuelles versées dans un REEE. Le Québec et la Colombie-Britannique offrent des incitatifs supplémentaires pour les REEE. Les familles à faible revenu peuvent aussi recevoir d'autres subventions au moyen du [Bon d'études canadien](#), facilitant ainsi l'accès à cette source de fonds intergénérationnels pour ceux n'ayant pas d'autres formes de richesses à transférer.

Malgré cette aide du gouvernement fédéral, seulement 33 % des familles à faible revenu possédaient un REEE en 2019 (graphique 4). À titre de comparaison, ce taux représente plus de la moitié des familles du quintile intermédiaire et atteint un sommet dépassant les 70 % pour celles du quintile de revenu supérieur. Parmi les familles à faible revenu possédant un REEE, le montant moyen investi était d'un peu moins de 10 000 \$, comparativement à une fourchette de 15 000 \$ à 30 000 \$ pour celles des quintiles de revenu supérieurs. Les familles immigrantes étaient un peu moins susceptibles d'investir dans un REEE que le quintile de revenu intermédiaire, mais celles qui en possédaient un y investissaient un peu plus d'argent. Tout cela confirme nos observations précédentes concernant le caractère prioritaire de l'éducation pour de nombreuses familles immigrantes s'étant installées au Canada.

GRAPHIQUE 4 Les familles à faible revenu sont moins susceptibles d'investir dans des REEE

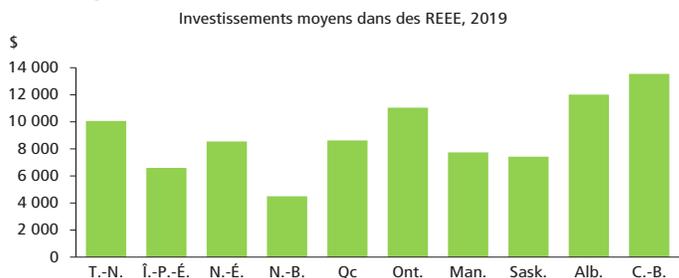


Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques



La manière dont les parents de partout au pays utilisent le programme de REEE en tant qu'outil de transfert de richesses varie considérablement. Les placements REEE moyens par famille vont d'un sommet de plus de 12 000 \$ en Colombie-Britannique à un creux de moins de 4 500 \$ au Nouveau-Brunswick (graphique 5). Des travaux de recherche menés par [Statistique Canada](#) ont révélé que cet écart entre les provinces peut s'expliquer en partie par des caractéristiques socioéconomiques différentes, comme le revenu, le niveau de scolarité des parents et le nombre d'enfants.

GRAPHIQUE 5 Les investissements dans des REEE varient considérablement selon la province



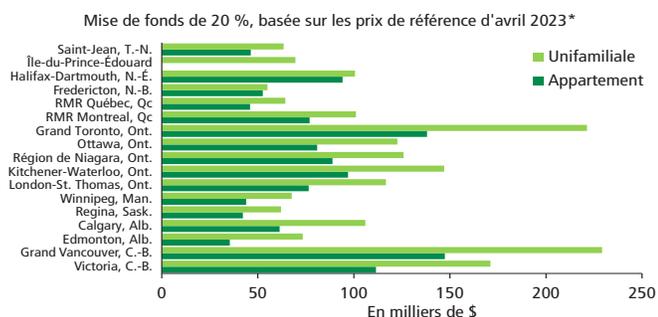
Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques



Un coup de main pour l'accès à la propriété

Avec une richesse nette médiane d'un peu moins de 50 000 \$, les jeunes adultes ont souvent de la difficulté à amasser une mise de fonds de 20 % pour une maison dans bien des régions du pays. Selon les données actuelles de [l'Association canadienne de l'immobilier](#), il n'existe aucune province où le prix de référence d'une maison unifamiliale est inférieur à 250 000 \$. Une mise de fonds de 20 % pour un appartement moyen représente moins de 50 000 \$ à Saint-Jean, Winnipeg, Regina, Edmonton et dans la RMR de Québec, 138 000 \$ dans le grand Toronto et 147 000 \$ dans le grand Vancouver (graphique 6).

GRAPHIQUE 6 Les prix des propriétés sont inatteignables dans bien des villes



* Données désaisonnalisées.

Sources : Association canadienne de l'immobilier et Desjardins, Études économiques

Avec l'augmentation récente et persistante des prix des maisons, de nombreux parents reconnaissent qu'il est presque impossible pour leurs enfants adultes d'épargner assez d'argent pour la mise de fonds de leur première maison. D'après une enquête menée en 2021 par l'Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, 20 % des acheteurs d'une première propriété au Québec avaient reçu des dons en argent de la part de proches pour leur mise de fonds. En outre, 10 % de ces nouveaux acheteurs avaient reçu de l'aide sous la forme d'un prêt. En Ontario, ces statistiques sont encore plus frappantes. Comme nous l'avons souligné dans [notre deuxième rapport sur la jeunesse](#), [l'Ontario Real Estate Association](#) a constaté que 4 parents sur 10 ont offert une aide financière à leurs jeunes de 18 à 38 ans pour l'achat d'une maison. Plus de 70 % de ces parents ont fait des dons en argent, alors que plus de 60 % d'entre eux ont emprunté pour financer la mise de fonds de leurs enfants¹. Il s'agit de montants considérables, car le don moyen dépasse les 73 000 \$ et le prêt moyen surpasse les 40 000 \$.

¹ Certains parents ont contribué au financement de la mise de fonds de leur enfant à la fois par un don en argent et par un prêt.

Passer les rênes de l'entreprise familiale

En se tournant vers l'avenir, on constate que certains individus des générations plus âgées pourraient passer les rênes de l'entreprise familiale au moment d'envisager leur retraite. Selon un récent rapport de [PwC Canada](#), plus de 70 % des propriétaires de sociétés privées et d'entreprises familiales prévoient quitter le marché du travail au cours des prochaines années. Certains pourraient décider de vendre leur entreprise pour en tirer un gain pouvant être transmis, en définitive, à la prochaine génération. D'autres pourraient confier la gestion ou la propriété de leur entreprise à la génération suivante.

[La Fédération canadienne de l'entreprise indépendante](#) va dans le même sens en indiquant que 76 % des propriétaires d'entreprises du Canada prévoient passer le flambeau au cours des dix prochaines années. Il y a plus de 2000 G\$ d'actifs en jeu. Lors d'un sondage, de nombreux propriétaires d'entreprise ont déclaré avoir l'intention de vendre (24 %) ou de transférer (21 %) leur entreprise à des membres de leur famille ([graphique 7](#)). En 2021, le projet de loi C-208 a introduit des règles qui, de manière générale, font qu'il est généralement plus avantageux sur le plan fiscal de vendre une entreprise familiale à des tierces parties qu'à des descendants. [Le budget de 2023](#) a modifié ces règles pour éliminer les échappatoires fiscales, mais il prévoit des conditions restrictives qu'il faut respecter.

Ce type de transfert de richesses peut s'avérer particulièrement important pour [les familles immigrantes](#) et les Canadiens de deuxième génération parce que la propriété d'une entreprise et le travail autonome sont plus élevés pour ces groupes de Canadiens que pour ceux de la troisième génération et des générations subséquentes.

GRAPHIQUE 7 Beaucoup de jeunes seront appelés à prendre la relève de l'entreprise familiale



*Héritage, etc.

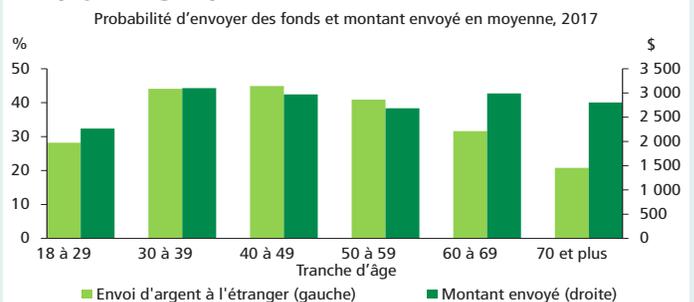
Sources : Fédération canadienne de l'entreprise indépendante et Desjardins, Études économiques

Des transferts intergénérationnels de richesse... en sens inverse

Jusqu'à maintenant, notre examen a porté sur la manière dont les générations plus âgées soutiennent financièrement les plus jeunes adultes. Toutefois, les transferts de richesses ne se font pas toujours des parents vers les enfants. D'après un rapport récent de [Statistique Canada](#), près de 58 % des résidents canadiens nés dans des pays admissibles à une aide officielle au développement avaient, à un moment ou à un autre, envoyé de l'argent à des proches vivant à l'extérieur du Canada. Certains de ces fonds étaient sous la forme de dons, mais ils servaient principalement à payer des frais de subsistance et des frais médicaux.

En 2017, 28 % des immigrants de 18 à 29 ans ont envoyé en moyenne 2 265 \$ pour aider leur famille dans leur pays d'origine. Ce pourcentage passe à 44 % pour les personnes dans la trentaine, ces dernières ayant fait parvenir en moyenne 3 100 \$ ([graphique 8](#)). En outre, les frais de transfert représentent habituellement plus de 5 % du montant envoyé. Il s'agit d'un fardeau financier considérable pour les jeunes immigrants adultes, ce qui peut miner leur capacité d'acheter une maison ou d'épargner pour leur propre avenir.

GRAPHIQUE 8 Beaucoup d'immigrants envoient des fonds à leurs proches dans leur pays d'origine pour les soutenir



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

L'ultime transfert de richesse : l'héritage

Pour toutes les familles, à l'exception de celles ayant le moins de richesse, la perte d'un parent se traduit souvent par un héritage pour les enfants. Celui-ci peut prendre la forme d'une assurance vie, de richesses financières ou d'autres actifs. Si le parent possédait une maison ou d'autres biens immobiliers, l'héritage peut s'avérer considérable même si ce parent n'avait pas beaucoup d'actifs financiers.

Des travaux de recherche menés par [Statistique Canada](#) révèlent que les Canadiens de 65 ans et plus possédaient une valeur nette totale dépassant les 3 600 G\$ en 2019. Il s'agit d'une hausse considérable par rapport à 20 ans plus tôt, alors que les personnes âgées totalisaient une richesse nette d'un peu plus de 1 000 G\$ en dollars constants de 2019. De toute évidence, le Canada connaîtra un niveau inégalé de transfert intergénérationnel de richesses au cours des prochaines décennies.

Cela témoigne de l'importance de la planification successorale. Même s'il n'y a pas au Canada d'impôt successoral ou d'impôt sur les gains en capital liés à une résidence principale, un héritage s'accompagne néanmoins de nombreux coûts importants. Ces coûts comprennent l'impôt sur le revenu de la dernière année, augmenté des gains en capital découlant de la liquidation de tous les placements financiers, les frais d'homologation, les frais juridiques et comptables ainsi que les coûts associés à la vente de la maison ou d'autres encore. Une bonne planification successorale peut réduire en partie ces frais et garantir le respect des dernières volontés pour la répartition de la succession.

Viellissement et immigration, et leurs conséquences

Le vieillissement de la population exercera une pression sur les jeunes travailleurs

Au cours des prochaines années, une multitude de défis entraîneront des répercussions sur les jeunes, et le vieillissement de la population aura des effets considérables sur notre économie et sur la vie au Canada.

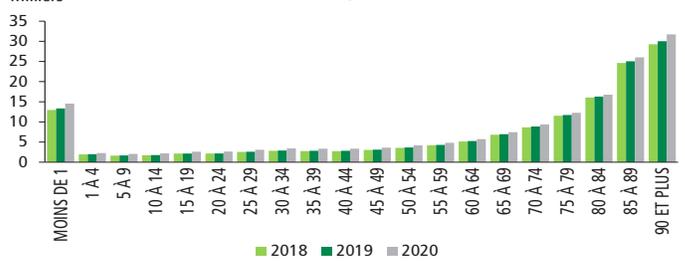
Sur le plan économique, le ralentissement de la croissance est la principale conséquence du vieillissement de la population. Cette attrition peut s'accompagner de possibilités pour les jeunes travailleurs dans certains secteurs, mais elle a pour conséquence ultime de diminuer le nombre de personnes en âge de travailler disponibles pour produire des biens et des services. Toutes choses étant égales par ailleurs, compte tenu du rythme de progression plus bas de la croissance économique, les revenus des personnes toujours présentes sur le marché du travail pourraient croître plus lentement.

L'augmentation des déficits est une autre conséquence du vieillissement. La croissance du nombre de personnes âgées exerce une pression à la hausse sur les dépenses de santé (graphique 9). L'augmentation constante des dépenses en soins de santé par rapport à l'ampleur de la population active canadienne (graphique 10) signifie que les coûts seront de plus en plus supportés par les contribuables en âge de travailler. Le fardeau de l'augmentation des coûts des soins de santé sera ressenti de manière disproportionnée par les provinces, mais le gouvernement fédéral sera également pressé d'offrir plus de soutien. Cela se produit à un moment où le coût de la Sécurité de la vieillesse augmentera aussi à mesure que vieillit la population.

GRAPHIQUE 9

La population vieillissante exerce une pression à la hausse sur les dépenses en soins de santé

Dépenses en soins de santé des gouvernements provinciaux et territoriaux par habitant en fonction de l'âge au Canada

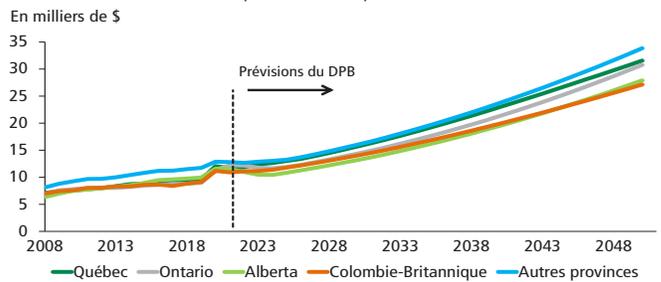


Sources : Institut canadien d'information sur la santé et Desjardins, Études économiques

GRAPHIQUE 10

La population active devra soutenir des dépenses en santé de plus en plus élevées

Dépenses de santé par travailleur



Sources : Directeur parlementaire du budget et Desjardins, Études économiques



L'immigration en atténuera toutefois les effets

Heureusement, malgré son faible taux de fécondité par rapport à des pays comparables, le Canada devrait enregistrer les plus bas ratios de dépendance des personnes âgées des pays développés au cours des prochaines décennies (graphique 11). L'immigration constitue une part importante de l'équation et elle aidera sans aucun doute à relever les défis que pose le vieillissement de la main-d'œuvre. Les immigrants sont plus jeunes que la population née au Canada dans son ensemble, et la très grande majorité de ceux-ci sont choisis en fonction de leur capacité à répondre aux besoins du marché du travail canadien.

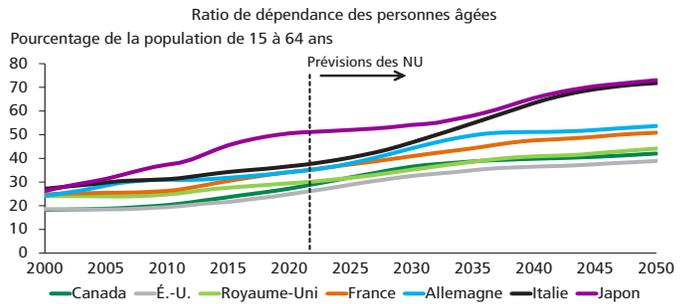
L'immigration ne sert toutefois pas qu'à pourvoir des postes vacants. Les immigrants arrivent avec des compétences essentielles et des expériences culturelles qui stimulent la productivité, l'innovation et l'entrepreneuriat. En outre, beaucoup de nouveaux arrivants profitent de taux d'emploi et de taux d'activité supérieurs à ceux de leurs pairs nés au Canada, et gagnent des salaires moyens plus élevés (graphiques 12).

Le rythme de la construction doit s'accélérer

Dans ce contexte de vieillissement de la population et de hausse de l'immigration, il faut donc absolument déterminer comment créer des conditions favorables à la croissance économique. Tous les ordres de gouvernement doivent d'abord s'efforcer sans relâche d'accroître l'offre de logements afin de soutenir l'abordabilité. En février, nous estimions que les mises en chantier à l'échelle nationale devraient augmenter immédiatement de près de 50 % au-dessus de nos prévisions de base et demeurer à ce niveau jusqu'en 2024 pour compenser la hausse des prix découlant de l'augmentation des cibles d'immigration d'Ottawa. Cela démontre la complexité du défi à relever et la longue période qui sera probablement nécessaire pour résoudre le problème du manque de logements abordables. Il faudra aussi augmenter considérablement les dépenses d'infrastructure afin de répondre aux besoins des nouveaux arrivants qualifiés et de la population vieillissante du Canada.

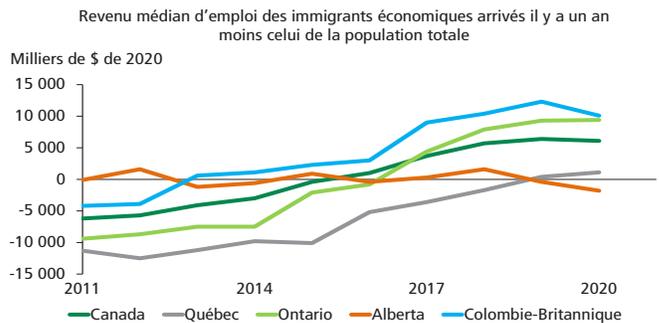
GRAPHIQUE 11

Le Canada est l'un des pays les plus jeunes du G7



GRAPHIQUE 12

Les immigrants au Canada ont des revenus élevés



Changements climatiques et transition énergétique

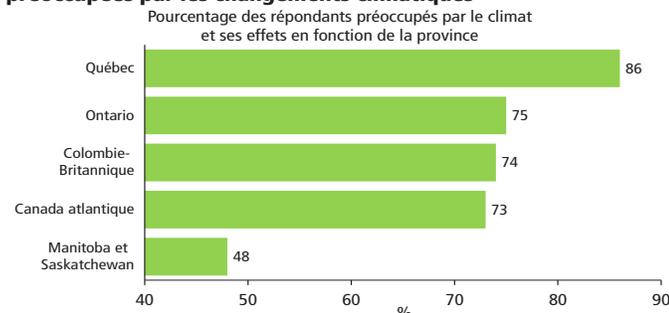
Le climat se transforme, et le Canada s'affaire à relever le défi d'atteindre la carboneutralité d'ici à 2050. Cette tâche nécessitera d'énormes changements économiques, dont une réduction de l'importance du secteur des énergies non renouvelables. D'autres secteurs s'imposeront, comme ceux des énergies renouvelables, des minéraux critiques, de la fabrication de véhicules électriques ainsi que de la construction et de la modernisation d'immeubles. Mais puisque les changements climatiques s'atténueront seulement progressivement, il faudra aussi investir dans l'adaptation pour s'assurer que le Canada sera prêt à affronter tout ce qui se présentera à lui. Ce sont d'ailleurs les jeunes d'aujourd'hui qui nous conduiront vers cet avenir sobre en carbone.

Une jeunesse fort préoccupée par les changements climatiques

D'après un sondage réalisé à la demande du groupe de défense [Unite for Change](#), trois Canadiens sur quatre sont préoccupés par les changements climatiques et leurs répercussions. Si l'on considère toutefois seulement les jeunes adultes de 18 à 34 ans, cette proportion passe à 81 %. Seuls la hausse du coût de la vie ou de l'inflation et l'accès à des soins de santé de qualité dépassaient les changements climatiques et leurs répercussions en tant que risques pour l'avenir perçus par les répondants. Ces inquiétudes variaient toutefois beaucoup d'une région à l'autre du pays. La grande majorité des Québécois se disaient préoccupés par les changements climatiques et leurs répercussions, alors que les habitants des Prairies ne l'étaient pas autant ([graphique 13](#)).

GRAPHIQUE 13

La Colombie-Britannique et les provinces à l'est des Prairies sont préoccupées par les changements climatiques

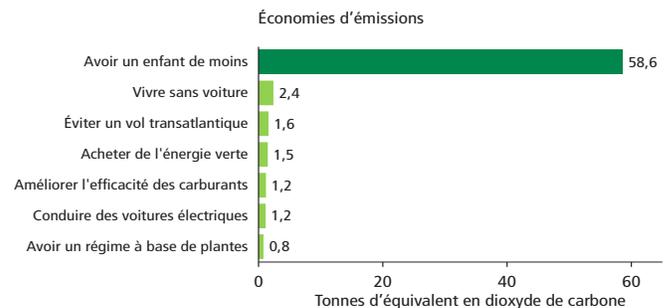


* L'Alberta n'est pas incluse dans les données du sondage.
Sources : S'unir pour changer et Desjardins, Études économiques

Fait important, les jeunes font des choix de vie déterminants en fonction de l'anxiété que suscitent chez eux les changements climatiques. En effet, « les préoccupations sont si importantes qu'un Canadien sur cinq (21 %) affirme avoir un enfant de moins ou n'en avoir aucun afin de lutter contre les changements climatiques ». En examinant la catégorie des Canadiens de 16 à 25 ans, [Galway et Field \(2023\)](#) ont découvert que ce taux atteint presque le double, soit 39 %. Cela signifie donc que les jeunes adultes tiennent compte [des messages qu'ils reçoivent des scientifiques](#), puisque le fait d'avoir moins d'enfants constitue – et de loin – le meilleur moyen de réduire au minimum ses propres émissions de carbone ([graphique 14](#)). En fait, ce moyen l'emporte fortement sur toute autre décision personnelle, comme celles de vivre sans voiture ou d'éviter les vols de longue distance. Bien des personnes estiment qu'il leur revient d'assumer de telles responsabilités individuelles, puisque beaucoup considèrent que les gouvernements n'en font pas suffisamment. Elles ont d'ailleurs de bonnes raisons de croire à une telle chose, car [les gouvernements ont constamment manqué les cibles de réduction des émissions](#).

GRAPHIQUE 14

Avoir moins d'enfants est de loin le meilleur moyen de réduire les émissions



Sources : Wynnes et Nicholas (2017) et Desjardins, Études économiques

De grands défis et de grandes possibilités

L'atteinte de la carboneutralité d'ici à 2050 constituera un changement colossal, non seulement pour le Canada, mais aussi pour tous les pays du monde. Les mesures prises individuellement en vue de réduire les émissions de carbone s'avéreront nécessaires, mais insuffisantes pour atteindre cet objectif. Il faudra beaucoup de planification pour à la fois réduire les émissions et nous préparer à composer avec les risques accrus découlant des changements climatiques. Ces risques comportent notamment des aspects matériels, comme les inondations et les incendies de forêt, mais aussi d'autres liés à la transition, comme la volatilité des marchés financiers et les pertes de placements. L'atténuation de ces risques par une réduction des émissions est essentielle, mais l'adaptation à ces risques fera également partie du processus.

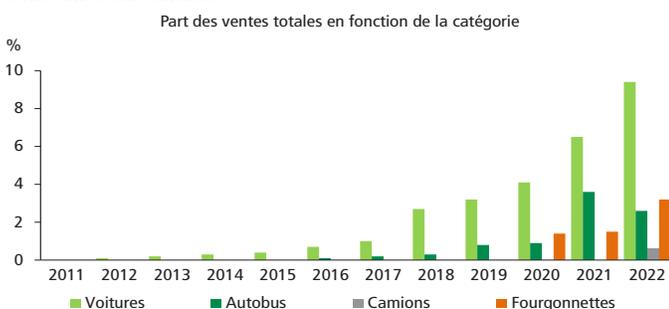


Possibilités et défis de la transition énergétique

Le Canada a mis en place plusieurs politiques visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES). Nous disposons notamment d'une taxe carbone fédérale ainsi que de systèmes d'échange des droits d'émission de GES et de taxes carbone dans certaines provinces. Ces mesures ont pour but d'inciter les consommateurs et les entreprises à réduire leurs activités produisant des émissions. Des mesures ont aussi été prises pour réduire les émissions d'autres GES, comme le méthane.

Dans le but d'encourager les gens à acheter des véhicules électriques, divers ordres de gouvernement ont proposé des incitatifs à l'achat. Ce moyen a eu un effet particulièrement important dans les provinces, comme au Québec, où de l'hydroélectricité est produite à faible coût et en très grandes quantités. Le taux d'adoption s'est avéré moindre à d'autres endroits ayant moins de richesses naturelles favorisant la production d'énergie propre. [Les cibles du Canada](#) concernant les ventes de véhicules légers à zéro émission sont de 20 % pour l'année de modèle 2026, puis elles augmentent tous les ans afin d'atteindre 60 % en 2030 et 100 % d'ici à 2035 ([graphique 15](#)).

GRAPHIQUE 15
Les ventes de véhicules électriques progressent de manière constante au Canada



Sources : Agence internationale de l'énergie et Desjardins, Études économiques

[Un sondage](#) semble toutefois indiquer que ces provinces sont plus ouvertes à l'énergie nucléaire, laquelle est, en soi, un mode de production d'énergie à faible émission de carbone. Cela est d'autant plus vrai dans l'Ouest canadien et en Ontario, province produisant déjà une grande partie de son électricité à partir de [l'énergie nucléaire](#). [L'énergie éolienne et l'énergie solaire](#) représenteront aussi une part de plus en plus importante du panier énergétique du Canada, surtout en raison de la forte diminution soutenue de leurs prix. Cette baisse s'explique par les économies d'échelle et les innovations technologiques constantes; ces dernières auront d'ailleurs des répercussions sur d'autres secteurs. Cela dit, l'objectif devrait consister à offrir des solutions de transport adéquates pour inciter les gens à délaisser leurs voitures – électriques ou autres – et à opter pour le transport en commun ou la mobilité active.

Les minéraux critiques sont des intrants essentiels à la transition énergétique. Ils sont toutefois de plus en plus difficiles à obtenir, particulièrement les minéraux de terres rares, en raison du contexte géopolitique. Il faudra en outre des quantités sans précédent de cuivre, de lithium, de nickel et d'autres métaux pour produire, transmettre et stocker de l'électricité. Le Canada jouera un rôle de plus en plus important dans la fourniture d'une source stable de matériaux de cette nature, comme le décrit [la Stratégie canadienne sur les minéraux critiques](#) du gouvernement fédéral.

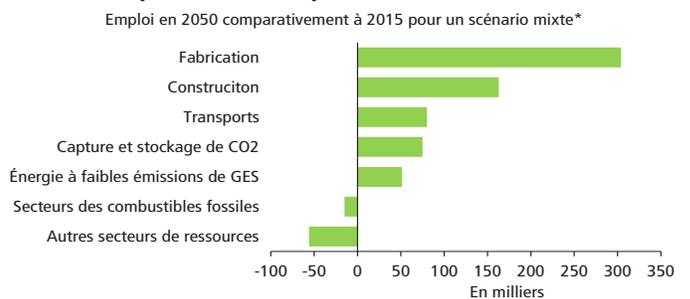


Pour le Canada, ces possibilités économiques s’accompagneront de défis. La dépendance mondiale soutenue aux combustibles fossiles rend des pays vulnérables à l’instabilité géopolitique, comme la guerre en Ukraine. Le caractère intermittent des énergies renouvelables peut toutefois accentuer l’instabilité des prix, du moins jusqu’à ce que soient découvertes de meilleures solutions de stockage. [La Banque du Canada](#) a souligné que le risque posé par les changements climatiques pourrait entraîner une hausse de l’inflation et rendre cette dernière plus instable que par le passé. Cela signifie sans doute aussi des taux d’intérêt plus élevés, ce qui pourrait réduire les profits. Tous ces facteurs peuvent exercer d’énormes pressions financières sur les jeunes d’aujourd’hui qui tentent d’épargner pour l’avenir.

Les jeunes font également des plans pour l’avenir en choisissant les études et la carrière qu’ils aimeraient entreprendre. Nous avons écrit abondamment à propos de cette question dans [notre premier rapport sur les jeunes](#). La transition énergétique pourrait entraîner d’énormes bouleversements sur le marché du travail, à mesure que des emplois inexistant auparavant, comme celui de technicien en éoliennes, deviennent la norme et que d’autres perdent de l’importance. Cette dislocation s’avérera aussi inégale [entre les secteurs et les collectivités](#), accentuant ainsi l’incertitude avec laquelle doivent composer les jeunes d’aujourd’hui.

Le Canada a toutefois connu des transitions semblables par le passé, notamment au début de l’agriculture industrielle, et il a su relever le défi. La transition vers la carboneutralité d’ici à 2050 devrait créer des emplois dans plusieurs secteurs importants, même si, d’après des travaux du [Centre des Compétences futures](#), elle devrait aussi entraîner des pertes d’emplois liés aux combustibles fossiles et à d’autres secteurs de ressources ([graphique 16](#)). Cela dit, la croissance de 75 % des emplois au Canada n’est pas directement touchée par la décarbonation, puisque la plupart des secteurs consomment peu d’énergie ou produisent peu de GES.

GRAPHIQUE 16
La transition vers la carboneutralité d’ici 2050 promet de nombreuses possibilités d’emploi



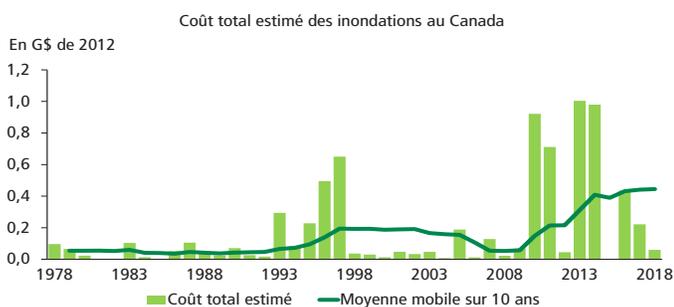
* Un scénario mixte combine la décarbonation par une réduction des combustibles fossiles et la capture atmosphérique directe de carbone.
 Sources : Centre des Compétences futures et Desjardins, Études économiques

L'adaptation aux changements climatiques

Outre les risques relatifs à la transition énergétique, les changements climatiques comportent aussi de véritables risques matériels. Nous le constatons déjà au Canada avec l'accroissement des dommages causés par des inondations. Selon [Sécurité publique Canada](#), les « inondations sont les catastrophes naturelles les plus courantes et les plus coûteuses au Canada ». Les données annuelles peuvent fluctuer considérablement, mais la tendance s'oriente indéniablement vers une hausse des coûts au fil du temps, même après un ajustement en fonction de l'inflation ([graphique 17](#)). Cette situation, à laquelle s'ajoutent d'autres phénomènes météorologiques extrêmes, fera certainement augmenter le coût des assurances de dommages et rendra totalement inassurables d'autres actifs. La hausse des coûts d'assurance constituera un autre facteur d'érosion de l'abordabilité du logement au Canada, une question analysée en profondeur dans notre deuxième rapport sur les jeunes. Elle exercera aussi une pression à la hausse sur l'inflation.

GRAPHIQUE 17

La fréquence et la gravité des inondations augmentent sans cesse au Canada



Sources : Base de données canadienne sur les catastrophes, Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Les inondations ne représentent qu'un seul des phénomènes naturels pouvant accroître le caractère imprévisible des choses à l'avenir. Il y a également les feux de forêt, comme nous l'avons vu dernièrement à travers le Canada. À mesure qu'augmentent le niveau de la mer et le réchauffement des océans, nos communautés, ports et routes maritimes seront de plus en plus touchés. Cela exacerbera aussi les dommages que causeront des ouragans toujours plus violents. La fonte du pergélisol rend aussi plus difficile le transport terrestre dans le Nord canadien. La situation ne fera que s'aggraver, notamment en raison de la libération des grandes quantités de carbone accumulées dans la toundra arctique.

Les conséquences physiques des changements climatiques exigeront des investissements importants en matière d'adaptation. Selon une recherche du [Bureau d'assurance du Canada](#), « un investissement annuel moyen de 5,3 G \$ dans les infrastructures municipales et les mesures d'adaptation locales est nécessaire pour s'adapter aux changements climatiques. À l'échelle nationale, cela représente une dépense annuelle de 0,26 % du PIB. Cette estimation représente le coût annuel total des mesures qui doivent être prises à l'échelle locale pour les infrastructures publiques ».



Cela dit, les changements climatiques ne s'accompagnent pas seulement de mauvaises nouvelles pour le Canada. L'augmentation des terres arables et la fréquence de la disparition des glaces dans les corridors de transport du Nord s'avéreront positives pour la croissance économique. En effet, [certaines analyses](#) semblent indiquer que le Canada pourrait, en définitive, profiter des changements climatiques sur le plan économique, même s'il faut dire que [de telles conclusions ont été contestées](#). Quoi qu'il en soit, les effets négatifs exerceront certainement une plus grande influence sur l'opinion publique. Et même s'il fallait que les répercussions économiques nettes des changements climatiques s'avèrent limitées au Canada, le pays a un rôle à jouer, en tant que citoyen du monde responsable, en faisant preuve de leadership quant à l'atténuation de ces changements climatiques.

Le Canada en fait-il assez pour lutter contre les changements climatiques?

On peut soutenir que le Canada pourrait en faire davantage pour lutter contre les changements climatiques. Il figure encore parmi les pays émettant les plus grandes quantités de GES par habitant de la planète, puisqu'il se classait [au septième rang](#) des pays émetteurs de dioxyde de carbone par habitant en 2019. Le Canada continue aussi [d'accuser un retard](#) quant au respect de ses engagements internationaux sur la réduction des émissions. Les jeunes en sont conscients, et [un sondage](#) révèle clairement leur insatisfaction en ce qui a trait à l'inaction des gouvernements.

Comblent cet écart revêt une grande importance auprès des jeunes, et il semble de plus en plus évident qu'il leur reviendra de porter le fardeau de cet ajustement. Cela justifie donc leur anxiété par rapport aux changements climatiques. Pour apaiser ces craintes, les générations de leurs parents et de leurs grands-parents peuvent en faire davantage dès maintenant. Cela comprend des changements visant à réduire leurs émissions personnelles de GES.

Changements technologiques : transformer l'avenir

Comme pour chaque génération, les changements technologiques façonneront la manière dont nous travaillerons, jouerons, apprendrons et interagissons avec les autres. De la révolution industrielle à l'ère de l'information, c'est un cliché bien connu d'affirmer que la seule constante est le changement. On a toutefois l'impression que le rythme de ces changements s'accélère et que les jeunes d'aujourd'hui seront au premier plan de cette transformation.

L'explosion des technologies de communication durant les confinements découlant de la COVID-19

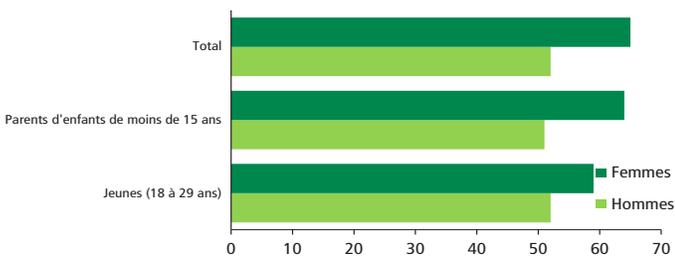
L'intelligence artificielle (IA) n'est qu'un exemple parmi d'autres d'éventuels changements rapides. À titre d'exemple, la pandémie de COVID-19 a provoqué une révolution en ce qui a trait à l'usage des technologies de communication et au partage entre le télétravail et les interactions en personne. Au Canada, selon [le National Bureau of Economic Research](#), le nombre de postes à pourvoir offrant du travail en mode hybride ou du télétravail à temps complet est passé de moins de 2 % avant la pandémie à 8 % au milieu de l'année 2020. Depuis, il a continué sa progression pour atteindre plus de 11 % au début de 2023. Il convient de souligner que plus de la moitié des Canadiens interrogés au début de 2023 voulaient travailler davantage à domicile, en particulier les femmes ([graphique 18](#)).

Les secteurs des soins de santé et de la santé mentale ont émergé de la pandémie en se montrant tout aussi à l'aise de transférer de nombreuses tâches dans le monde virtuel. Étant donné le vieillissement rapide de la population, une telle mesure aidera à

GRAPHIQUE 18

Les Canadiens, et surtout les Canadiennes, veulent travailler davantage à domicile

Pourcentage de temps que les Canadiens et les Canadiennes aimeraient passer en télétravail, 2023



Sources : Abacus Data et Desjardins, Études économiques

atténuer une partie de la pression exercée sur les coûts.

La transition énergétique alimentera la croissance technologique

La transition énergétique amènera également des innovations que nous pouvons à peine imaginer. Des technologies qui en sont actuellement à leurs balbutiements à celles qui en sont encore à l'étape de la conception, les efforts de décarbonation exigeront un rythme d'innovation sans pareil. Ces efforts pourraient notamment

comprendre l'usage d'hydrogène à des fins commerciales, le captage et le stockage du carbone, la technologie des batteries pour véhicules électriques, le stockage d'énergie à grande échelle, ainsi que l'utilisation de matériaux plus légers, plus résistants et plus conducteurs.

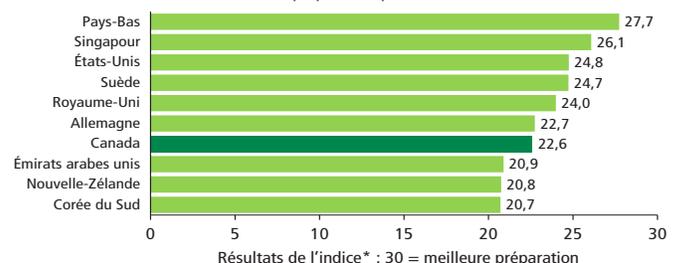
Tous ces domaines novateurs interagissent, ce qui leur permettra de se renforcer les uns les autres. Les véhicules électriques autonomes sont déjà fabriqués à l'aide de matériaux avancés, d'une multitude de capteurs et caméras ainsi que d'un vaste réseau d'algorithmes qu'analyse une IA afin de permettre des déplacements dans tous les sens malgré un milieu imprévisible. Selon KPMG, le Canada figure parmi les pays les mieux préparés pour les véhicules autonomes ([graphique 19](#)). Les prévisions relatives à la pénétration des véhicules autonomes varient toutefois grandement. À titre d'exemple, selon les prévisions du [Victoria Transport Policy Institute](#), « il faudra attendre au moins jusqu'en 2045 pour que la moitié des véhicules soient autonomes et jusqu'en 2060 pour que la plupart des véhicules soient autonomes ». En revanche, d'après des travaux de recherche de [KPMG Canada](#), jusqu'à 75 % des véhicules pourraient être autonomes d'ici à 2040. Quoi qu'il en soit, les progrès technologiques réduiront les coûts de ces véhicules, tout en y apportant des améliorations, comme l'augmentation de leur autonomie et l'élargissement de l'offre de véhicules moyens et lourds. Il faudra par ailleurs concevoir différemment [l'infrastructure de transport](#).

Ces innovations interagissent avec d'autres aspects de nos vies, qui sont mesurés par des appareils que nous avons dans nos poches, que nous portons au poignet ou que nous conservons ailleurs pour créer un environnement connecté en permanence. L'Internet des objets est partout et il est appelé à s'intégrer de plus en plus à toutes nos activités au cours des prochaines années. Un tel avenir comportera toutefois ses propres défis, puisque l'immense capacité de calcul requise pour toutes ces innovations produira [beaucoup d'émissions](#) si la production d'électricité ne devient pas rapidement plus écologique, notamment dans les provinces de l'Ouest.

GRAPHIQUE 19

Le Canada semble prêt pour les véhicules autonomes

Résultats de l'indice sur le niveau de préparation pour les voitures automatisées, 2018



*Les résultats reposent sur quatre piliers : la politique et les lois, la technologie et l'innovation, l'infrastructure, et l'acceptation par les consommateurs.

Sources : KPMG et Desjardins, Études économiques

Une transformation imminente des milieux de travail grâce à l'intelligence artificielle

L'intelligence artificielle (IA) est sur le point de révolutionner la façon dont travaillent les gens pour les dix prochaines années. Grâce à ses progrès rapides, l'IA s'apprête à perturber les domaines d'activité traditionnels et à redéfinir les milieux de travail. Les machines intelligentes et les algorithmes sont de plus en plus en mesure d'accomplir des tâches réalisées auparavant par des êtres humains, comme l'analyse de données, le service à la clientèle et même des œuvres créatives. Au fil de son évolution, l'IA pourrait automatiser des tâches répétitives et banales, permettant ainsi aux travailleurs de se concentrer aux aspects plus complexes et créatifs de leur emploi. Toutefois, ce virage technologique demande également aux gens de s'y adapter et d'acquérir de nouvelles compétences, puisque la relation symbiotique entre les êtres humains fait désormais partie de l'avenir du travail.

Le paragraphe précédent a été rédigé par ChatGPT, une plateforme d'IA à la popularité soudaine, pour démontrer de quelle manière les progrès des technologies informatiques peuvent transformer la nature du travail. Sans que la qualité des rendus de ChatGPT atteignent la perfection, ils pourraient tout de même être considérés comme étant acceptables pour bon nombre d'applications, compte tenu des avantages en matière de vitesse et de coûts.

Une telle situation a soulevé, à juste titre, des préoccupations au sujet des perturbations imminentes dans le marché du travail. Tout comme les travailleurs agricoles, les ouvriers qualifiés et les dactylographes du passé, ces changements s'avèreront inévitables dans une certaine mesure. Les êtres humains demeurent cependant plus compétents sur plusieurs aspects, notamment dans les tâches exigeant de l'intelligence émotionnelle et de l'empathie. Par ailleurs, étant donné qu'elle dépend de la reconnaissance de modèles du passé, l'IA pourrait aussi réagir moins bien que les êtres humains lors de situations nouvelles ou imprévisibles.



Accroître le bassin de talents du Canada

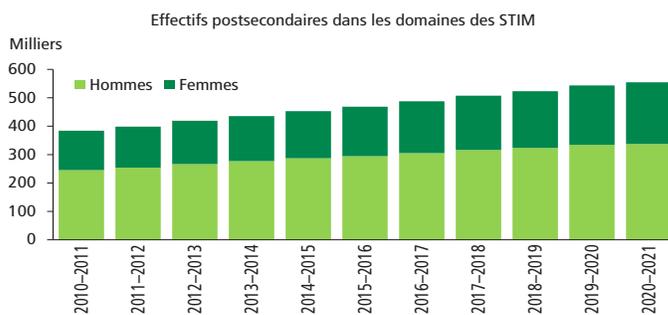
Les jeunes d'aujourd'hui sont – et continueront d'être – au premier plan pour ce qui est de la mise au point et de l'utilisation de ces nouvelles technologies. Dans notre premier rapport sur la jeunesse, nous avons indiqué que les jeunes Canadiens, et surtout les immigrants, se ruient vers les domaines des sciences, des technologies, de l'ingénierie et des mathématiques (STIM). Les immigrants de première et de deuxième génération, qu'ils soient titulaires ou non de diplômes en STIM, sont plus susceptibles de lancer une entreprise que les autres Canadiens. En outre, la politique d'immigration du Canada est de plus en plus conçue pour attirer les meilleurs talents de la planète dans la force de l'âge. Le Canada attire également des étudiants exceptionnels du monde entier, et ceux-ci représentent une large part de tous les étudiants diplômés.

Il est toutefois possible d'en faire plus pour accroître l'avantage du Canada en matière d'innovation. Les titres de compétences étrangers des néo-Canadiens pourraient être reconnus plus efficacement. Les programmes d'enseignement provinciaux, à tous les niveaux, devront faire l'objet d'une révision constante pour y intégrer les nouvelles avancées de pointe, ce qui comprend la formation s'y rattachant pour veiller à ce que les enseignants soient à l'aise avec le matériel. Un tel travail pourrait soutenir la création d'un bassin de talents de l'école au travail afin d'attirer vers les STIM des étudiants appartenant aux groupes sous-représentés, comme les femmes et les minorités visibles (graphique 20).

Il faudra aussi mettre l'accent sur l'instauration de milieux de travail plus inclusifs, puisque les hommes ont tendance à obtenir de meilleurs résultats que les femmes en STIM. [La Toronto Metropolitan University](#) a révélé que les femmes occupaient moins du tiers de tous les emplois dans le secteur de l'information et des communications en 2021 et qu'elles gagnaient 7 500 \$ de moins par année que leurs collègues masculins. La moitié de toutes les femmes en STIM avaient été victimes de discrimination fondée sur le genre au travail. Les femmes en STIM étaient presque deux fois plus susceptibles d'abandonner la profession qu'elles avaient choisie que celles travaillant dans d'autres secteurs. En outre, il y a peu de chances que les femmes ayant délaissé les domaines de STIM y reviennent.

Les jeunes entrepreneurs ont également mentionné que l'accès au financement constituait une contrainte majeure. Il est possible d'offrir plus de soutien à cet égard en établissant des partenariats avec les universités canadiennes, qui sont reconnues comme étant de calibre mondial.

GRAPHIQUE 20
Les domaines des STIM doivent attirer plus de femmes



STIM : Sciences, technologies, ingénierie et mathématiques.
Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Conclusion

Nous avons recensé les possibilités et défis générationnels les plus importants pour les jeunes Canadiens, mais cette liste n'est nullement exhaustive. Comme pour chaque génération, il surviendra de nouvelles circonstances que personne ne peut encore prévoir aujourd'hui. Toutefois, comme l'a montré cette série d'analyses, les jeunes adultes du Canada sont prêts à affronter ce que leur réserve l'avenir. Ils sont instruits, travailleurs, entrepreneurs et ouverts sur le monde. Au moment où ces jeunes composent avec des problèmes d'abordabilité et éprouvent de l'anxiété face à l'avenir, il revient aux générations précédentes de s'efforcer d'alléger ce fardeau. Étant donné l'accélération effrénée des innovations technologiques, il nous faut absolument travailler tous ensemble afin de préparer les jeunes à la réussite pour les prochaines décennies.

